

RAPPORT DE PERSPECTIVES DE PROJET

La demande en compétences vertes et son incidence sur l'offre et la demande d'apprentis et de compagnons certifiés dans l'économie canadienne



PARTENAIRES

Canadian
Apprenticeship Forum
PRISM



EMPLACEMENTS

Partout au Canada



FONDS VERSÉS

\$88 928



PUBLIÉ

Mars 2026



COLLABORATEUR

Report author: Milad
Moghaddas
Reviewers/approvers:
Laura McDonough



Sommaire

La transition du Canada vers une économie carboneutre transforme la nature du travail dans les métiers spécialisés. À mesure que des secteurs comme l'énergie, la construction, l'industrie manufacturière et les transports adoptent des technologies plus respectueuses de l'environnement, la demande en main-d'œuvre qualifiée certifiée connaît une forte augmentation. Cependant, les systèmes de formation et d'apprentissage du Canada ne sont pas tout à fait en mesure de répondre à cette forte augmentation des besoins. Sans une action coordonnée, les pénuries de main-d'œuvre pourraient limiter la capacité du pays à atteindre ses objectifs climatiques pour 2050.

Afin de déterminer où et comment la demande va évoluer, le Forum canadien de l'apprentissage a chargé Prism Economics and Analysis d'évaluer l'impact de la décarbonation sur les besoins en matière d'apprentissage et de main-d'œuvre. À partir de données nationales et du modèle CANTRAQ de Prism, le projet a analysé 26 métiers pouvant faire l'objet d'un apprentissage et les professions connexes selon deux scénarios : une projection de référence et un scénario « vert » accéléré reflétant une action climatique plus forte. Cette étude s'est également appuyée sur des données relatives au marché du travail, des offres d'emploi et une analyse documentaire afin d'identifier les nouvelles compétences vertes et les lacunes en matière de formation.

Les résultats révèlent que le Canada devra former et certifier plus de 264 000 apprentis d'ici 2034, soit une augmentation de 49 % par rapport aux niveaux actuels. Les techniciens en chauffage, ventilation et climatisation, les mécaniciens industriels, les électriciens et les soudeurs comptent parmi les métiers les plus recherchés. L'étude a également révélé que la transition verte du Canada est en train de transformer les métiers, et non de les remplacer, car les professions existantes intègrent de plus en plus de nouvelles compétences dans les domaines de l'efficacité énergétique, de l'électrification et de la construction durable.

Ces conclusions ont des implications évidentes tant sur le plan politique que sur le plan pratique. Il sera essentiel d'augmenter le nombre de places de formation, d'améliorer les taux de réussite des apprentissages et d'intégrer les compétences écologiques et la culture climatique dans les programmes d'études. La réussite du Canada dans la réalisation de l'objectif de carboneutralité dépendra de l'effort collectif des gouvernements, des éducateurs, des employeurs et des syndicats pour moderniser les systèmes de formation, attirer les groupes sous-représentés et veiller à ce que la main-d'œuvre des métiers spécialisés soit prête à soutenir l'avenir sobre en carbone du pays.

PERSPECTIVES CLÉS

- 1 D'ici 2034, le Canada devra former et certifier plus de 264 000 apprentis, soit une augmentation de 49 % par rapport aux niveaux actuels, afin de répondre à la demande de main-d'œuvre dans le cadre du scénario de transition verte.
- 2 Les systèmes d'apprentissage et de formation du Canada ne sont pas encore adaptés au rythme de la transition verte, ce qui met en évidence la nécessité urgente d'une planification coordonnée et fondée sur des données à l'échelle intergouvernementale.
- 3 Ce sont les métiers existants, et non les nouveaux, qui sont le moteur de l'économie verte, ce qui laisse penser que le perfectionnement des compétences et la modernisation des programmes d'apprentissage actuels sont plus efficaces que la création de programmes de formation entièrement nouveaux.

► L'enjeu

La transition du Canada vers une économie carboneutre est en train de refaçonner le marché du travail du pays et d'exercer une pression sans précédent sur le secteur des métiers spécialisés. Le gouvernement fédéral a mis en place des politiques industrielles et climatiques ambitieuses qui couvrent les secteurs de l'industrie manufacturière, des transports, de l'énergie et de la construction. Ces engagements nationaux stimulent une croissance rapide des projets liés aux énergies renouvelables, aux technologies propres et à la rénovation des bâtiments, des initiatives qui dépendent fortement d'une main-d'œuvre composée de professionnels certifiés.

Alors que les politiques environnementales et industrielles évoluent rapidement, la planification des effectifs est restée à la traîne. Le Canada ne dispose pas actuellement d'une vision globale de la manière dont l'écologisation de l'économie va influencer la demande d'apprentis et de compagnons dans les différents métiers. Les analyses actuelles du marché du travail ont tendance à considérer les métiers spécialisés et les secteurs environnementaux comme des entités distinctes, sans tenir compte de leur interdépendance réelle. En réalité, les compétences techniques fondamentales acquises dans le cadre de l'apprentissage, notamment en matière de chauffage, de ventilation et de climatisation, de plomberie, d'électricité, de mécanique et de soudure, jouent un rôle central dans la transition verte. Par exemple, l'installation de panneaux solaires nécessite des compétences en électricité; la rénovation énergétique des bâtiments requiert des compétences en CVC et en plomberie; enfin, la fabrication et l'entretien des véhicules électriques font appel aux mêmes connaissances mécaniques que celles utilisées dans les métiers traditionnels de l'automobile.

Cette interdépendance apparaît à un moment où le Canada est déjà confronté à une pénurie chronique de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers spécialisés. Les taux élevés de départs à la retraite des compagnons qualifiés et la baisse du nombre de personnes menant à bien leur apprentissage risquent de limiter la capacité du pays à respecter ses engagements en matière de climat. Sans stratégies ciblées visant à attirer, former et certifier de nouveaux apprentis, la demande en compétences écologiques du secteur environnemental pourrait aggraver les pénuries de main-d'œuvre existantes, en particulier dans les métiers à fort impact tels que la mécanique industrielle, la réfrigération et la climatisation, ainsi que l'électricité.

Sur le plan géographique, ces pressions se font sentir dans toutes les provinces et tous les territoires, ce qui reflète la diversité du tissu industriel canadien. Alors que les répercussions des tarifs douaniers continuent de se faire sentir, l'Ontario et le Québec étaient, jusqu'à récemment, à la pointe de la transition vers la fabrication de véhicules électriques et la production de batteries; la Colombie-Britannique et l'Alberta développaient des projets liés aux énergies renouvelables et à la construction écologique; tandis que les régions riches en ressources, telles que Terre-Neuve-et-Labrador et les Territoire du Nord, continuaient d'intensifier l'exploitation minière de minéraux essentiels afin d'approvisionner le marché mondial des technologies propres. Chaque région est confrontée à des défis spécifiques sur le marché du travail, liés à l'état de ses infrastructures, à la composition de son tissu industriel et à ses capacités en matière d'apprentissage.

Il n'a jamais été aussi urgent d'adapter les systèmes d'apprentissage et de formation du Canada aux nouvelles exigences de l'économie verte. Il est essentiel, pour parvenir à une transition équitable et durable, de déterminer quels métiers seront les plus touchés par la décarbonation et de veiller à ce que les filières de formation soient en mesure de répondre à cette demande. Ce projet a été lancé afin de combler cette lacune en analysant les liens entre la demande en compétences vertes et les systèmes d'apprentissage, en chiffrant les besoins futurs en main-d'œuvre et en déterminant les domaines dans lesquels le Canada doit renforcer ses capacités afin de préparer sa main-d'œuvre qualifiée à un avenir carboneutre.



Ce que nous examinons

Ce projet visait à mieux comprendre comment la transition du Canada vers une économie carboneutre redéfinit la demande en main-d'œuvre qualifiée et en apprentis. À mesure que l'économie verte prend de l'ampleur, les initiatives de décarbonisation et les nouvelles technologies modifient les compétences requises dans des secteurs tels que les transports, l'énergie, l'industrie manufacturière et la construction. Cette étude a examiné dans quelle mesure les systèmes d'apprentissage et de formation sont en mesure de répondre à ces besoins en constante évolution et a évalué dans quelle mesure la main-d'œuvre des métiers au Canada est prête à contribuer à un avenir faible en carbone.

Cette étude s'est articulée autour de cinq questions fondamentales :

1. Comment les différentes voies de décarbonation envisageables au Canada pourraient-elles influencer la demande en main-d'œuvre qualifiée ?
2. Quels métiers spécialisés pouvant faire l'objet d'un apprentissage seront les plus recherchés à mesure que l'économie s'oriente vers la décarbonation ?
3. Quels métiers spécialisés connexes, ceux qui ne disposent pas de programmes d'apprentissage officiels, connaîtront eux aussi une hausse de la demande ?
4. Comment l'évolution de la demande liée à la décarbonation va-t-elle influencer les besoins en formation pour les métiers spécialisés pouvant faire l'objet d'un apprentissage ?
5. Quels sont les métiers qui risquent de ne plus répondre à la demande future, compte tenu du nombre actuel de travailleurs certifiés formés ?

Pour répondre à ces questions, l'équipe de recherche a adopté une approche pluridisciplinaire associant modélisation quantitative et analyse qualitative. Cette étude a été réalisée entre 2024 et 2025 par Prism Economics and Analysis dans le cadre du Forum canadien sur l'apprentissage. Cette étude a débuté par une analyse documentaire exhaustive et une analyse du contexte tiré de sources issues des milieux politiques, universitaires et industriels, publiées principalement au cours de la dernière décennie. Cette étude a permis d'identifier les principaux secteurs touchés par les initiatives écologiques, les technologies émergentes et l'évolution prévue des compétences requises pour les métiers pouvant faire l'objet d'un apprentissage et ceux qui ne le peuvent pas.

Les emplois verts ont été recensés à l'aide du réseau d'informations sur les professions (O.*NET) du ministère américain du Travail, qui classe les professions « vertes » comme suit :

1. Emplois nouveaux et émergents créés par les technologies vertes
2. Emplois existants qui nécessitent des compétences écologiques renforcées
3. Les métiers traditionnels qui connaissent une hausse de la demande grâce à l'économie verte

Ces professions ont été mises en correspondance avec le système de la Classification nationale des professions (CNP) du Canada à l'aide du tableau de correspondance exclusif de Prism, afin de déterminer quels métiers et programmes d'apprentissage sont les plus touchés.

Pour évaluer l'offre et la demande sur le marché du travail, l'équipe a utilisé CANTRAQ (le système canadien de suivi des qualifications en apprentissage), un modèle de prévision unique mis au point par Prism Economics. CANTRAQ intègre les tendances démographiques, les données relatives aux inscriptions et aux diplômes d'apprentissage, ainsi que les prévisions professionnelles afin d'estimer l'offre actuelle et future de compagnons certifiés. Le modèle a comparé deux scénarios : un scénario de référence reflétant les tendances historiques en matière d'investissement, et un scénario « vert » conforme aux objectifs de carboneutralité du Canada à l'horizon 2050, prévoyant notamment l'adoption généralisée des véhicules électriques, des énergies renouvelables et de la rénovation des bâtiments.

Cette approche intégrée fournit des informations exploitables aux enseignants, aux décideurs politiques, aux employeurs et aux syndicats qui s'efforcent d'adapter la formation, le recrutement et la planification des effectifs aux exigences d'une économie verte en pleine évolution.

Ce que nous apprenons

La transition du Canada vers la carboneutralité redéfinit la demande en main-d'œuvre qualifiée

Ce projet a confirmé que l'engagement du Canada à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 est en train de transformer les besoins en main-d'œuvre dans de nombreux secteurs. La décarbonation génère une forte demande en main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs de la construction, de l'industrie manufacturière, des services publics et de la production d'énergie, des transports et de l'exploitation minière. Chacun de ces secteurs repose sur des métiers certifiés, et comme leurs activités se recoupent, la concurrence pour la main-d'œuvre qualifiée s'intensifie. Ces conclusions soulignent que la transition verte touche l'ensemble de l'économie et que les métiers joueront un rôle essentiel dans la mise en place d'un avenir faible en carbone pour le Canada.

Les secteurs de la construction, de l'industrie manufacturière et de l'énergie connaîtront les plus fortes hausses de la demande

Dans tous les secteurs, un petit groupe de métiers s'impose systématiquement comme essentiel à l'économie verte : les techniciens en chauffage, ventilation et climatisation, les soudeurs, les mécaniciens industriels, les monteurs-régleurs et les électriciens. Ces métiers sont essentiels pour des projets tels que l'installation de pompes à chaleur, le développement des énergies renouvelables, la rénovation des bâtiments et la production de véhicules électriques. Ces compétences étant transférables, la demande de main-d'œuvre qualifiée sera très forte. À mesure que l'électrification s'accélère et que les infrastructures dédiées aux énergies propres se développent, la pression sur le vivier d'apprentis devrait s'intensifier rapidement.

Ce sont les métiers spécialisés existants, et non les nouvelles professions, qui sont le moteur de l'économie verte

L'étude n'a révélé que peu de signes indiquant l'émergence de métiers spécialisés entièrement nouveaux à la suite du passage aux technologies vertes. Les métiers spécialisés existants évoluent plutôt grâce à des matériaux, des outils et des procédés modernisés qui réduisent l'impact environnemental. Les exigences fondamentales en matière de formation et de certification restent d'actualité, mais il est désormais indispensable d'y intégrer des compétences écologiques, notamment dans les domaines de l'installation de systèmes d'énergie renouvelable, de la construction économe en énergie et des pratiques d'entretien durables. Ce constat confirme que l'apprentissage reste le pilier de la main-d'œuvre canadienne dans le domaine climatique, à condition que la formation suive le rythme des évolutions technologiques.

Les systèmes d'apprentissage doivent être considérablement développés pour répondre à la demande future

Selon le scénario de référence, le Canada devra former et certifier plus de 177 000 apprentis entre 2025 et 2034 dans 26 métiers. Environ un quart de cette hausse provient de la création d'emplois, alors que le reste compense le départ à la retraite de compagnons et compagnes certifiés. Dans un scénario « vert » accéléré, ce besoin passe à 264 000 apprentis, soit une augmentation de 49 %. Deux métiers, à savoir les techniciens en réfrigération et climatisation et les électriciens du bâtiment, représentent près de la moitié de la demande d'emploi supplémentaire, suivis par les plombiers, les charpentiers et les électriciens industriels. Ces résultats illustrent l'ampleur de l'expansion nécessaire pour soutenir la transition verte du Canada.

La pénurie de main-d'œuvre freine déjà les progrès vers la carboneutralité

Les données actuelles sur le marché du travail révèlent une situation de pénurie aiguë : en 2024, certains métiers clés comptaient moins de personnes au chômage par offre d'emploi. Le modèle a identifié six métiers présentant un risque élevé de pénurie de main-d'œuvre, à savoir : vitrier, électricien industriel, ouvrier du bâtiment, électricien de réseaux électriques, machiniste et technicien en réfrigération et climatisation. On dénombre toutefois 11 métiers présentant un risque modéré, parmi lesquels le chaudronnier, le monteur d'installations industrielles et l'électricien du bâtiment. Seuls quelques métiers, notamment ceux de charpentier et de tôlier, semblent bénéficier d'un marché du travail équilibré. Sans un soutien accru au recrutement et à la formation, ces pénuries pourraient retarder les grands projets de décarbonation.

Le perfectionnement et le recyclage professionnel sont essentiels pour disposer d'une main-d'œuvre prête à faire face aux défis climatiques

Pour répondre à la demande future, il faudra multiplier les possibilités offertes aux corps de métier actuels afin de se perfectionner et aux travailleurs exerçant des métiers connexes de se reconverter dans les métiers verts. De nombreuses compétences écologiques s'appuient sur l'expertise technique existante, ce qui fait des formations de courte durée et des microcertifications des outils efficaces; certaines institutions ont d'ailleurs déjà pris des mesures en ce sens. Par exemple, les établissements d'enseignement supérieur proposent des formations certifiantes de technicien en véhicules électriques et les syndicats élaborent des modules de sensibilisation au climat. Cependant, la coordination au niveau du système reste limitée. Une stratégie nationale en faveur du développement des compétences vertes, soutenue par le secteur privé, les pouvoirs publics et les acteurs du monde de l'éducation, est nécessaire pour étendre ces initiatives à plus grande échelle.

L'inclusion et le renouvellement démographique sont essentiels à la durabilité

Alors qu'un grand nombre de compagnons partent à la retraite, cette transition offre l'occasion d'intégrer des groupes sous-représentés, notamment les femmes, les peuples autochtones, les nouveaux arrivants et les jeunes. La promotion des métiers manuels qui s'inscrivent dans une démarche respectueuse de l'environnement peut attirer une nouvelle génération motivée par un travail qui a du sens. Les mesures d'accompagnement en préapprentissage, les pratiques de recrutement inclusives et le mentorat contribueront à combler les écarts démographiques tout en constituant une main-d'œuvre plus résiliente et plus diversifiée.

La collaboration entre les responsables politiques, le secteur privé et les systèmes de formation est essentielle

Cette étude souligne la nécessité d'une planification intégrée entre la politique climatique et le développement de la main-d'œuvre. La fragmentation des systèmes de données et le manque d'uniformité des normes de formation limitent actuellement la capacité du Canada à anticiper les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et à y remédier. Le modèle CANTRAQ de Prism a montré comment le recoupement des données relatives aux diplômes d'apprentissage obtenus, aux taux de certification et aux tendances démographiques peut éclairer des interventions ciblées, notamment la planification fondée sur les données qui devrait permettre de déterminer où investir les ressources de formation et quels métiers nécessitent une attention prioritaire.

Le Canada doit agir rapidement pour combler les lacunes en matière de compétences écologiques

La leçon principale qui en ressort est celle de l'urgence : le rythme de la transition écologique dépasse la capacité du système de formation en apprentissage. Sans un accroissement des investissements dans les infrastructures de formation, la modernisation des programmes d'études et le mentorat, le Canada pourrait se retrouver avec des dizaines de milliers de postes vacants dans les métiers spécialisés d'ici 2034. Il est essentiel, dans un prochain temps, d'accroître le nombre d'apprentis admis et le taux de réussite, d'intégrer les compétences écologiques dans tous les programmes techniques et de coordonner les efforts entre les provinces. La réussite du Canada dans la réalisation de ses objectifs climatiques dépendra de sa capacité à former, certifier et fidéliser la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour faire tourner l'économie verte.

Pourquoi c'est important

La capacité du Canada à respecter ses engagements climatiques dépend de sa capacité à former et à retenir suffisamment de travailleurs qualifiés pour soutenir la transition vers la carboneutralité. Les conclusions de ce projet révèlent que la transition vers une économie à faible empreinte carbone constitue autant un défi en matière d'emploi qu'un défi environnemental. La demande en main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des transports, de la construction et de l'énergie augmente bien plus rapidement que ne peuvent y répondre les systèmes de formation actuels. Dans le cadre d'un scénario de transition écologique, plus de 264 000 nouveaux travailleurs certifiés seront nécessaires d'ici 2034, alors que plusieurs métiers clés sont déjà confrontés à une pénurie de main-d'œuvre. La préparation de la main-d'œuvre est donc devenue un élément central pour la réalisation des objectifs économiques et climatiques du Canada.

Pour relever ce défi, il est nécessaire de coordonner les politiques, la planification et le financement entre les pouvoirs publics et le secteur privé. Les systèmes d'apprentissage actuels n'ont pas été conçus pour s'adapter au rythme et à l'ampleur de la transition écologique. Ils restent fragmentés d'une juridiction à l'autre, avec des normes incohérentes et une intégration limitée des données. Ce projet démontre que les prévisions nationales en matière d'emploi et la cartographie des compétences vertes peuvent fournir des informations très utiles aux décideurs politiques, aux formateurs et aux employeurs. Des outils comme le modèle CANTRAQ permettent aux pouvoirs publics et aux organismes de formation d'anticiper les pénuries à venir et d'identifier les métiers qui nécessitent des investissements immédiats. En intégrant ce type de prévisions fondées sur des données factuelles dans les décisions politiques, on garantira que les stratégies en matière d'emploi et de climat évoluent de concert plutôt que séparément.



État des compétences : Emplois durables pour la croissance économique

Les compétences et les connaissances liées à l'écologie gagnent en importance dans de nombreux secteurs et professions, ce qui oblige davantage de travailleurs à se perfectionner en s'appuyant sur leurs aptitudes existantes.

[Lire le rapport](#)

Cette étude apporte également des réponses à deux des questions stratégiques du Centre des Compétences futures : identifier les mesures efficaces pour aider les travailleurs à passer de secteurs en déclin vers des secteurs en croissance, et comprendre comment la décarbonisation va influencer l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée. Cela démontre que les systèmes d'apprentissage et de certification existants, s'ils sont modernisés et déployés à grande échelle, comptent parmi les outils les plus efficaces pour faciliter la mobilité des travailleurs lors de bouleversements économiques majeurs. Bien que ce projet n'ait pas évalué les mesures de reconversion professionnelle, il jette les bases d'investissements futurs dans des programmes de perfectionnement et de reconversion adaptés aux besoins de l'économie verte.

De plus, le développement d'une main-d'œuvre inclusive est essentiel pour soutenir la transition verte. Alors que de nombreux compagnons certifiés approchent de l'âge de la retraite, le Canada doit élargir l'accès à la main-d'œuvre aux groupes sous-représentés, notamment les peuples autochtones, les femmes, les nouveaux arrivants, les travailleurs issus de minorités ethniques et les jeunes, afin de répondre aux besoins futurs en main-d'œuvre. Ces groupes restent sous-représentés dans les métiers manuels, mais constituent un vivier de talents inexploité qui peut contribuer à renforcer l'innovation et la diversité au sein de la main-d'œuvre. Un recrutement ciblé, des programmes de préapprentissage et un accompagnement par des mentors contribueront à élargir la participation tout en garantissant un partage équitable des bénéfices de la croissance verte.

Les systèmes d'éducation et de formation doivent s'adapter rapidement pour suivre le rythme des évolutions technologiques. Les programmes de formation en apprentissage devraient intégrer des compétences écologiques et une culture climatique, afin de préparer les ouvriers aux technologies liées aux véhicules électriques, au stockage par batterie, aux pompes à chaleur et aux systèmes d'énergie renouvelable. Le développement des microcertifications et des formations courtes de mise à niveau peut aider les travailleurs actuels à se reconvertir plus efficacement, tandis que les partenariats entre les organismes de formation et les employeurs peuvent garantir que le contenu des programmes reflète les besoins changeants du secteur. Il sera également essentiel d'augmenter le nombre de places de formation dans les métiers très demandés, notamment ceux d'électricien, de technicien en CVC et de mécanicien industriel, et de développer le parrainage par les employeurs pour accroître le nombre de diplômés de l'apprentissage.

De plus, ce projet illustre l'importance d'une planification des effectifs fondée sur des données factuelles. En combinant des prévisions quantitatives et des analyses sectorielles, cet outil fournit des estimations concrètes du nombre de travailleurs qui seront nécessaires, dans quels métiers et à quelle échéance. Cela permet aux gouvernements et aux organisations de passer de discussions générales sur les « compétences pour l'économie verte » à des objectifs concrets et mesurables en matière de main-d'œuvre. De futures analyses régionales pourraient affiner cette approche en cernant les lacunes propres à certaines provinces ou à certains secteurs, tout en préservant la coordination à l'échelle nationale.

Les répercussions vont bien au-delà des métiers eux-mêmes. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs de la construction, de l'énergie et de l'industrie manufacturière est étroitement liée à des priorités nationales telles que la crise du logement, la rénovation des infrastructures et la compétitivité industrielle. Une pénurie de main-d'œuvre qualifiée pourrait ralentir la mise en place d'installations d'énergie renouvelable, les projets de logements abordables et la production de technologies propres. Les politiques en matière d'immigration et de reconnaissance des diplômes devront peut-être également évoluer afin d'attirer et d'intégrer davantage d'artisans qualifiés, tout en soutenant les filières d'apprentissage nationales. Une planification coordonnée de la main-d'œuvre dans ces différents domaines politiques peut contribuer à atténuer les goulets d'étranglement économiques et à soutenir la croissance.

En fin de compte, les conclusions du projet soulignent que la transition du Canada vers la carboneutralité reposera sur les métiers spécialisés. Qu'il s'agisse de moderniser les infrastructures d'énergie propre, de construire des bâtiments économes en énergie ou de fabriquer des véhicules électriques, les artisans constituent le pilier de l'économie verte. Répondre à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne consiste pas simplement à pourvoir des postes, mais aussi à permettre au Canada de respecter ses engagements environnementaux, de renforcer sa compétitivité et de veiller à ce que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone soit à la fois durable et inclusive.

Des questions sur notre travail ? Souhaitez-vous avoir accès à un rapport en anglais ou en français ? Veuillez contacter communications@fsc-ccf.ca.

Comment Citer Ce Rapport

Moghaddas, M. (2025). Rapport sur les perspectives du projet : La demande en compétences vertes et son incidence sur l'offre et la demande d'apprentis et de compagnons certifiés dans l'économie canadienne, Forum canadien sur l'apprentissage et PRISM Economics and Analysis. Toronto : Centre des Compétences futures : https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/green_skills/

Funded by the
Government of Canada's
Future Skills Program



La demande en compétences vertes et son incidence sur l'offre et la demande d'apprentis et de compagnons certifiés dans l'économie canadienne est financé par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Compétences futures. Les opinions et les interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles du gouvernement du Canada.

Remerciements aux communautés autochtones

Le Centre des Compétences futures est conscient du fait que les Anishinabés, les Mississaugas et les Haudenosaunee entretiennent une relation spéciale avec le territoire dans le cadre du pacte « plat à une cuillère » (Dish With One Spoon) où est situé notre bureau, et qu'ils sont tenus de partager et de protéger le territoire. À titre d'initiative pancanadienne, le CCF exerce ses activités sur le territoire traditionnel de nombreuses nations autochtones de l'île de la Tortue, nom donné au continent nord-américain par certains peuples autochtones. Nous sommes reconnaissants de pouvoir travailler sur ce territoire et nous nous engageons à apprendre notre histoire commune et à contribuer à la réconciliation.

© Copyright 2026 – Future Skills Centre / Centre des Compétences futures